



Communiqué de presse

Hans-Olaf Henkel adhère au recours constitutionnel et une requête supplémentaire a été déposée devant la Cour constitutionnelle

Berlin, 07.03.2011

Hans-Olaf Henkel, ancien PDG d'IBM Europe, président de longue date de la Fédération des industries allemandes (BDI) et ancien président de l'Association Leibniz, a adhéré au recours constitutionnel du groupe *Europolis* contre les aides financières accordées à la Grèce et à l'Irlande.

Sous la responsabilité juridique de Markus C. Kerber, professeur de finances publiques et expert en droit constitutionnel, un total de 50 citoyens - entre autres des industriels - s'est entre-temps joint au recours afin d'empêcher la transformation latente de l'Union monétaire vers un système de transfert financier comparable au système de péréquation fiscal dans un état fédéral.

Hans-Olaf Henkel a justifié son adhésion comme suit:

"Le groupe Europolis est le défenseur de la lutte civique contre une politique de détournement de l'argent des contribuables au nom de l'Euro. Si nous, les citoyens, n'empêchons pas cette politique transformant l'Union économique et monétaire en union de transferts financier, la classe politique conduira le projet européen au précipice."

L'activation du mécanisme de sauvetage de la zone euro n'a pas calmé les marchés. Et l'Allemagne est davantage exposée au risque de faillite de la Grèce et de l'Irlande. C'est la raison pour laquelle Monsieur Kerber, le chargé de la procédure devant la Cour constitutionnelle (recours **2 BvR 1219/10**) a déposé un document supplémentaire de 60 pages auprès de la Cour constitutionnelle fédérale. D'après Kerber, chaque nouveau *bail out* comme également l'institutionnalisation progressive du mécanisme de responsabilité de l'article 136 TFEU se traduira par un détournement d'impôts et donc d'une perte de la souveraineté fiscale.

Contact de presse :

Wiebke Ewering

e-mail : wewering@europolis-online.org

téléphone : +49 30 84 31 41 36